

## DÉLIBÉRATION N° DEL-112-2024

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

#### DE LA SÉANCE DU 5 DECEMBRE 2024 A 18H30

Salle culturelle et de séminaire G. RISTERUCCI (1<sup>er</sup> étage) de la Halle au Blé,  
située 1 place Xavier Jourdain 68130 ALTKIRCH.

Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,

Date de la convocation : 29 novembre 2024

Étaient présents : (55)

Mesdames et Messieurs, Danièle BACH, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Pierre BLIND, Doris BRUGGER, Bernard BUBENDORF, Danielle BUHLER, François COHENDET, Jean-Claude COLIN, Michel DESSERICH, Jean-Claude EGGENSPILLER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Sylvain GABRIEL, Serge GAISSER, Madeleine GOETZ, Christian GRIENENBERGER, Gérard GROELLY, Eric GUTZWILLER, Sabine HATTSTATT, Matthieu HECKLEN, Jean-Luc HEUDECKER, Nicolas JANDER, Stéphanie KELLER, André LEHMES, Agnès LORENTZ, Christophe LOUYOT, Jean MERIGNAC, Jean-Marc METZ, Eliane OSINSKI, Olivier PFLIEGER, Gaston REIN, Régine RENTZ, Fabienne REY, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Raphaël SCHMIDLIN, Fabien SCHOENIG, Georges SCHOLL, Christophe SENGELIN, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Céline STEVANOVIC, Christian SUTTER, Aurélio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, François WALCH, Hervé WALTER, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS, Joseph-Maurice WISS, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Madame Danielle CORDIER et Messieurs Jean-Pierre BUISSON, Michel LERCH, Michel PFLIEGER.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (16)

Monsieur Antoine ANTONY a donné procuration à Madame Doris BRUGGER,  
Madame Nathalie BUCHER a donné procuration à Monsieur Stéphane STALLINI,  
Monsieur Thierry DOLL a donné procuration à Monsieur Sylvain GABRIEL,  
Monsieur Bernard FANKHAUSER a donné procuration à Madame Agnès LORENTZ,  
Monsieur Georges HEIM a donné procuration à Monsieur Matthieu HECKLEN,  
Monsieur Fabien ITTY a donné procuration à Monsieur Nicolas JANDER,  
Monsieur Bertrand IVAIN a donné procuration à Monsieur Fabien SCHOENIG,  
Monsieur Christian LERDUNG a donné procuration à Monsieur Jean ZURBACH,  
Monsieur Véronique LIDIN a donné procuration à Monsieur Rémi SPILLMANN,  
Monsieur Isabelle PI-JOCQUEL a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT,  
Monsieur Jean-Claude SCHIELIN a donné procuration à Madame Eliane OSINSKI,  
Madame Nathalie SINGHOFF a donné procuration à Aurélio TOLOSA,  
Monsieur Gilbert SORROLDONI a donné procuration à Fernand WIEDER,  
Monsieur Patrick STEMMELIN a donné procuration à André LEHMES,  
Monsieur Philippe WAHL a donné procuration à Monsieur Jean-Marc METZ,  
Monsieur Jean WEISENHORN a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER.

Étaient excusés sans représentation : (7)

Mesdames et Messieurs Anne-Marie BIANCOTTI, Delphine FELLMANN, Agnès HARNIST, Rita HELL, Clément LIBIS, Philippe RUFI, Paul STOFFEL.

Étaient non excusés : (11)

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Jean-Marie FREUDENBERGER, Germain GOEPFERT, Annick GROELLY, Ginette HELL, Didier LEMAIRE, Estelle MIRANDA-SIEVERT, Isabelle STEFFAN, Marielle THOMANN.

## MOTION EN VUE DE LA RECONSIDERATION DE L'EFFORT DEMANDE AUX COLLECTIVITES DU FAIT DE LA DEGRADATION DES FINANCES PUBLIQUES

### Nombre de conseillers

En exercice : 89 – Présents : 55 – Procurations : 16 – Absents : 18 – Exclus : 0

Le Président rappelle que le projet de loi de finances pour 2025 prévoit une contribution des collectivités locales au redressement des finances publiques à hauteur de 5 milliards d'euros. Joint à d'autres mesures, comme la réduction du fonds vert ou la hausse des cotisations à la CNRACL, ce montant atteint les 8 milliards d'euros.

Si les élus locaux ont toujours reconnu qu'il existe une communauté de destin entre décideurs publics devant les comptes de la Nation, nos collectivités locales ne sont pas responsables des déficits ou de l'endettement de l'État.

Réunis en congrès au Havre du 16 au 18 octobre dernier, les élus des Intercommunalités de France ont appelé le Gouvernement et les parlementaires à revenir sur des dispositions qu'elles considèrent comme particulièrement injustes pour les collectivités locales et qui font planer de graves menaces sur l'exercice de nos services publics, sur l'investissement local et donc l'emploi.

Pour la Communauté de Communes, l'ensemble des mesures prévues dans le Projet de Loi de finances pour 2025 représente un effort de 305 000 euros :

- 50 000 € au titre de la baisse de deux points du FCTVA ;
- 125 000 € au titre de la non-affectation de la dynamique de TVA ;
- 120 000 € au titre de l'augmentation de 4 points de la CNRACL ;
- 10 000 € au titre de la réduction de la DC RTP.

Une telle reprise en main des budgets locaux par l'État est inacceptable. Par ailleurs, les efforts considérables demandés au conseil départemental et au conseil régional entraîneront également des répercussions significatives pour notre territoire.

La Communauté de Communes, avec toutes ses communes membres, s'est résolument engagé dans la voie de la transition écologique et du renforcement des services publics, piliers des politiques conduites par l'État ces dernières années. Les mesures financières prévues dans le Projet de loi de finances mettront à mal cette stratégie et auront inévitablement pour conséquences :

- la hausse du recours à l'emprunt, à rebours de l'ambition affichée par le Gouvernement, dans la mesure où plusieurs chantiers, à un an et demi de la fin de mandat, sont lancés et ne peuvent être abandonnés ;
- la fragilisation des services publics et des réponses apportées aux besoins des habitants ;
- la réduction des dépenses sociales pourtant indispensables à la cohésion nationale ;
- l'impossibilité de poursuivre notre niveau d'engagement pour lutter contre le réchauffement climatique, alors même qu'une accélération des investissements s'impose.

**Le Conseil de la Communauté de Communes,**

**VU** l'avis favorable du Bureau du 28 novembre 2024 ;

**Après en avoir délibéré à l'unanimité,**

**APPELLE** le Gouvernement et les parlementaires à revoir l'ensemble des mesures proposées dans le Projet de loi de Finances pour 2025 dans un souci de justice et d'effort mesuré demandé aux collectivités locales.

Pour extrait conforme  
Altkirch, le 8 décembre 2024  
Le Président  
Gilles FREMIOT

